

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Etat d'urgence sanitaire : Les Nouveaux Démocrates s'inquiètent d'une mise sous cloche prolongée de la démocratie

Paris, le 21 janvier 2021

Par 113 voix contre 43, l'Assemblée nationale a approuvé hier la prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'en juin, en dépit de l'opposition de la gauche comme de la droite. Les Nouveaux Démocrates sont profondément heurtés que cet état d'exception, en place depuis bientôt un an, continue à se prolonger avec pour effet de bord d'exclure la représentation nationale de tout contrôle de l'action gouvernementale.

Sans remettre en cause la nécessité de prendre des mesures fortes pour lutter contre l'épidémie, les Nouveaux Démocrates sont profondément inquiets d'une perpétuelle prolongation de l'état d'urgence sanitaire. **Cette prorogation est loin d'être sans conséquence puisque le Gouvernement s'offre la possibilité de continuer à prendre par voie d'ordonnance, sur toute cette période, l'ensemble de ses mesures de police sanitaire.** La représentation nationale étant de fait, exclue des processus décisionnels. L'état d'urgence est un état d'exception et doit le rester.

Dans ces conditions, **le Parlement n'est définitivement plus en mesure de contrôler l'action gouvernementale.** Depuis un an déjà, les parlementaires sont dans une situation inconfortable, contraints d'être en réaction aux annonces du Gouvernement et d'exercer seulement un contrôle a posteriori sur les mesures prises : commissions d'enquête, évaluations, rapports...

Dans un précédent communiqué, les Nouveaux Démocrates s'inquiétaient déjà que la stratégie sanitaire soit décidée dans le huis-clos d'un Conseil de Défense sanitaire et sans consultation de la représentation nationale. **Les Nouveaux Démocrates le rappellent à nouveau : en France, et jusqu'à preuve du contraire, la souveraineté nationale s'exerce par ses représentants, qui siègent au Parlement.**

Si la sécurité sanitaire est une priorité, la démocratie reste non négociable. Les Nouveaux Démocrates sont consternés par le fait que le Parlement ne soit pas en mesure pouvoir veiller à l'adéquation entre police sanitaire et protection des libertés fondamentales.

Emilie Cariou, co-présidente des Nouveaux Démocrates : « *Dans les faits, l'équilibre des pouvoirs n'est plus respecté... L'exécutif est prépondérant face à un législatif écrasé. Ce qui est dangereux, c'est que ce fonctionnement vicié devienne normal. Personne ne remet en question le fait que des mesures fortes puissent être nécessaires pour lutter*

LES NOUVEAUX

DÉMOCRATES

contre l'épidémie. Mais lorsque vous êtes député-e, élu-e, et que vous assistez à la déliquescence de votre institution, et donc de la démocratie, vous êtes inquiets ».

Aurélien Taché co-président des Nouveaux Démocrates, ajoute : « La gestion de la crise sanitaire devient le théâtre de tous les abus liés aux dysfonctionnements de la Vème République, exacerbés dans un état d'exception. Au-delà des mesures de police sanitaire, cela doit nous interroger plus globalement sur l'exercice du pouvoir et de la démocratie en France. L'hyperprésidentialisation qui était déjà un sujet, devient clairement problématique. Il est de notre devoir de commencer à réfléchir collectivement au renouveau démocratique de notre pays ».



contact@lesnouveaux-democrates.fr

www.lesnouveaux-democrates.fr